

## Perspectives

### Tarifs douaniers américains, quels risques pour les emplois québécois ?

#### Des industries clés particulièrement exposées

La volonté du président désigné Donald Trump d'augmenter les tarifs douaniers sur les exportations canadiennes fait peser une menace bien réelle sur l'économie québécoise. Historiquement, le débat autour du libre-échange et de l'imposition ou non de tarifs douaniers s'est souvent concentré sur la question de l'emploi, avec des préoccupations récurrentes liées à la perte ou à la préservation de postes. Toutefois, dans le contexte actuel, le risque principal ne semble pas résider exclusivement dans la suppression d'emplois, sauf dans certaines régions ou industries particulièrement dépendantes des exportations, mais plutôt dans une incertitude économique aux effets potentiellement significatifs.

Selon les données de [Statistique Canada](#), les exportations vers les États-Unis soutenaient, directement ou indirectement, environ 10 % des emplois au Québec en 2019. Ces emplois incluent ceux liés directement à la production des biens et services exportés, ainsi que ceux soutenus indirectement par les activités des fournisseurs ou des partenaires nécessaires à cette production.

Cependant, certaines industries ou régions sont beaucoup plus sensibles aux soubresauts du commerce avec nos voisins du Sud. Au cours de la dernière décennie, les exportations québécoises étaient majoritairement concentrées dans dix industries manufacturières. Elles représentaient 71 % des exportations vers les États-Unis en 2023 (tableau 1).

Ces secteurs employaient près de 95 000 personnes au Québec cette même année. Les effets de ces éventuels tarifs douaniers pourraient de plus se faire ressentir plus fortement dans certaines régions qui concentrent une forte proportion d'emplois dans ces industries. Par exemple, près de 6 % des emplois sur la Côte-Nord et au Saguenay--Lac-Saint-Jean sont directement liés à ces secteurs, des taux nettement supérieurs à la moyenne de 2 % observée dans les autres régions.

**Tableau 1 : Principales industries exportatrices et distribution régionale des emplois au Québec**

Industries	Part dans le total des exportations vers les États-Unis	Nombre d'emplois en 2023	Régions clés concentrant plus de 10 % de l'emploi total de l'industrie
SCIAN 3313 — Production et transformation d'alumine et d'aluminium	16 %	6 666	Mauricie, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord.
SCIAN 3364 — Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces	14 %	28 140	Montérégie, Montréal, Laurentides.
SCIAN 3314 — Production et transformation de métaux non ferreux (sauf l'aluminium)	9 %	5 481	Montérégie, Montréal.
SCIAN 3221 — Usines de pâte à papier, de papier et de carton	7 %	7 455	Estrie, Montérégie
SCIAN 3241 — Fabrication de produits du pétrole et du charbon	6 %	3 527	Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Centre-du-Québec, Montérégie, Lanaudière, Montréal
SCIAN 3261 — Fabrication de produits en plastique	4 %	22 970	Chaudière-Appalaches, Montérégie, Montréal
SCIAN 3361 — Fabrication de véhicules automobiles	4 %	5 110	Chaudière-Appalaches, Montréal, Laurentides
SCIAN 3211 — Scieries et préservation du bois	3 %	10 249	Chaudière-Appalaches, Abitibi-Témiscamingue, Saguenay-Lac-Saint-Jean.
SCIAN 3336 — Fabrication de moteurs, de turbines et de matériel de transmission de puissance	4 %	2 092	Gaspésie, Montérégie, Montréal
SCIAN 3251 — Fabrication de produits chimiques de base	4 %	2 551	Montérégie, Montréal
Total	71 %	94 241	

Sources : Statistique Canada, tableaux 98-10-0592-01 et 14-10-0202- 01 et Censur bureau, données sur le commerce en direct, 2024

### Un obstacle à l'investissement

L'incertitude créée par des changements brusques de politiques tarifaires pourrait surtout réduire les incitations des entreprises à investir, affecter leurs marges et limiter leur capacité à innover ou à se développer. Ces effets, bien que moins visibles à court terme, risquent d'entraîner un affaiblissement structurel de la compétitivité économique du Québec à long terme, compromettant la résilience de son tissu industriel.

Par ailleurs, la hausse des tarifs douaniers pourrait également provoquer des pressions inflationnistes, accentuant notre vulnérabilité économique. Les hausses de prix qui en découleraient se répercuteraient tant sur les consommateurs québécois que sur les entreprises, dont les coûts de production s'alourdiraient inévitablement. Si l'inflation persistait, la Banque du Canada pourrait devoir maintenir ses taux directeurs à des niveaux plus élevés plus longtemps que prévu, repoussant ainsi les baisses anticipées.

Un tel scénario pourrait avoir des répercussions importantes, dont celui d'augmenter le coût de l'endettement tant pour les entreprises que pour les ménages, ce qui freinerait à la fois l'investissement et la consommation. Cette combinaison de facteurs accroîtrait le risque de ralentissement économique à moyen terme, aggravant les effets déjà préjudiciables des mesures protectionnistes américaines.

Les enjeux liés aux tarifs douaniers vont donc bien au-delà des seules pertes d'emplois directes. Ils impliquent des conséquences plus diffuses, mais tout aussi importantes, touchant la capacité d'investissement, la stabilité des prix, et la compétitivité de l'économie québécoise à long terme.



## Les chiffres en bref

Novembre 2024

### Vigueur du marché du travail

- Le taux de chômage est maintenant de 5,9 %. Il était de 5,7 % le mois dernier et de 5,2 % l'an dernier.
- Il y a 22 200 emplois de plus que le mois dernier et 51 000 de plus qu'il y a un an.
- Il y a 16 600 emplois de plus dans le secteur privé que le mois dernier et 11 500 de moins qu'il y a un an.
- Il y a 11 200 chômeurs de plus que le mois dernier et 37 800 de plus qu'il y a un an.
- La population active, soit les personnes à l'emploi ou à la recherche d'un emploi, a augmenté de 33 300 depuis un mois. Elle est 88 800 plus nombreuse que l'an dernier.

### Qualité des emplois

- Il y a 17 300 emplois à temps plein de plus que le mois dernier et 101 100 de plus qu'il y a un an.
- Il y a maintenant 33 800 travailleurs à temps partiel involontaire pour des raisons économiques<sup>1</sup>. C'est 2 300 de plus qu'il y a un an.
- Il y a 11 600 emplois de plus dans les secteurs bien rémunérés<sup>2</sup> depuis le mois dernier et 38 100 de plus depuis un an.
- Les salaires ont augmenté de 3,8 % sur une base annuelle ce mois-ci. Cette croissance était de 4,3 % le mois dernier.

(1) Les travailleurs à temps partiel involontaire pour des raisons économiques sont ceux qui travaillent à temps partiel en raison de la conjoncture économique ou parce qu'ils n'ont pu trouver un travail de 30 heures ou plus par semaine malgré en avoir cherché un.

(2) Les secteurs bien rémunérés sont ceux où le salaire horaire moyen pour l'année 2023 était supérieur à la moyenne québécoise.